

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Mon ami n'a pas à afficher un air suffisant, parce qu'il est nettement en retard sur les Canadiens. Il aurait dû y réfléchir avant qu'on mette en place les enseignes de Petro-Canada. Les Canadiens veulent voir ces enseignes se multiplier, ils sont bien en avance sur les hommes politiques. Ils veulent que la canadienisation se traduise par une mainmise de l'État. Ce n'est pas en faisant marche arrière et en offrant 25 p. 100 à Petro-Canada qu'on y arrivera. Du cran, que diable, messieurs les députés d'en face! Pourquoi ne pas appuyer cet amendement et permettre à Petro-Canada d'avoir un intérêt de 50 p. 100? Nous pourrions alors instaurer un régime qui n'aurait rien à envier à ceux de la Norvège, de la Grande-Bretagne et de certains autres pays industrialisés.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur l'Orateur, vraiment, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) vient de montrer aux Communes et à la population canadienne qu'il est un peu cinglé. Il s'extasie sur les compagnies pétrolières nationales, il parle des merveilles de la Norvège; je suppose qu'il pourrait même nous vanter les réalisations admirables de l'Union soviétique. Il parvient à louer les exploits du Mexique avec sa compagnie pétrolière d'État aux grandes marées noires et si mal gérée. Cette compagnie n'a même pas pu nous livrer les 50,000 barils par jour promis il y a un an, à cause de son inefficacité. Et c'est cela qu'il nous propose: d'appartenir à l'État, d'être contrôlé et mené par lui.

M. Waddell: Pour l'État.

M. Blenkarn: Il prétend que c'est pour l'État, moi je dis que cela signifierait que les bureaucrates d'Ottawa mèneraient la barque, que les socialistes nous dirigeraient et nous contrôleraient. C'est justement ce qu'on peut reprocher au bill et à l'attitude du gouvernement actuel. Et le problème est le même partout dans l'économie canadienne.

Le député a parlé de Dome Petroleum disant qu'elle faisait des bénéfices énormes. En réalité les actions de cette société sont passées de \$25 à \$15. D'après un article publié cette semaine dans un journal, à moins qu'elle n'ait la chance de faire des découvertes importantes dans la mer de Beaufort, ses actions risquent de tomber à rien: elle aura alors de graves problèmes pour financer sa dette.

Le Nouveau parti démocratique nous débite ses sornettes habituelles. Je croyais que le député de Vancouver-Kingsway prenait au sérieux ses responsabilités de critique de ce parti en matière d'énergie. Il tient évidemment à exposer le point de vue socialiste, peut-être même néo-communiste, de ce parti.

M. Waddell: Non, non.

M. Blenkarn: Il dit qu'il n'est pas néo-communiste. L'État a le contrôle de la production et de la distribution; tant pis pour le secteur privé. Selon lui, les moyens de production ne doivent pas être aux mains des particuliers mais bien des bureaucrates. Voilà ce qu'il dit. Voilà la politique de son parti. Voilà aussi pourquoi les électeurs de Vancouver ne lui redonneront pas leur confiance aux prochaines élections. La motion néo-démocrate est ridicule. C'est ce qui explique en grande partie les taux d'intérêt élevés, nos problèmes de chômage, la fuite des capitaux, la malaise économique qui affligent les consommateurs canadiens. C'est cette attitude adoptée par le gouvernement et appuyée par les néo-démocrates qui est la cause de la plupart de nos problèmes économiques.

● (1750)

Parlons maintenant du projet de loi. Mon collègue a rappelé l'accord conclu entre l'Alberta et le gouvernement du Canada concernant les terres de l'Alberta, et il a affirmé que M. Lougheed appuyait le projet de loi. S'il l'a vraiment fait, je suppose qu'il voulait dire ceci: «Vous allez faire fuir les prospecteurs des régions éloignées. Quoi qu'il en soit, si la prospection se poursuit, ce sera sur les terres de l'Alberta, non sur les terres fédérales.»

Le projet de loi est une mesure dangereuse de bien des façons. En fait, il dit que celui qui a acquis des droits de forage sur les terres de la Couronne fédérale, s'il découvre quelque chose, en perd le quart. Bien sûr, il récupère l'argent qu'il a dépensé—les 250 p. 100 sur son investissement comme l'a expliqué le député de Calgary-Centre (M. Andre)—mais, en fait, il perd son marché. Supposons par exemple, que quelqu'un prospecte dans une région périphérique. Il y investit de l'argent. Il acquiert les droits et il convient de verser des redevances. Et soudainement, le gouvernement lui enlève le quart de l'entreprise sans indemnisation.

Les députés néo-démocrates ont avancé que les sociétés pétrolières s'édifient grâce à l'argent des contribuables. Ils demandent la raison de toutes ces subventions, de toutes ces déductions d'impôt. En premier lieu, je n'ai entendu aucun pétrolier déclarer que ces subventions étaient une idée merveilleuse; c'est une idée de socialiste. Qui plus est, ils ne se rendent même pas compte combien la prospection éloignée comporte de risques. Quand ils parlent des énormes bénéfices de la Dome, ils ne savent même pas que la société n'a pas encore extrait une goutte de pétrole de la mer de Beaufort. Elle a englouti tous ses gains provenant de ses intérêts miniers, de sa production en Alberta, elle a emprunté tout ce qu'elle pouvait, tout ce qu'elle pouvait obtenir des investisseurs par des accords fiscaux ou autres, pour explorer dans le Nord et jusqu'à présent, elle n'a pu en extraire une goutte de pétrole.

Une voix: Comment pourrait-on s'enrichir sans produire quoi que ce soit.

M. Blenkarn: Le député se demande: «Comment pourrait-on s'enrichir...» Je lui dis que si c'était une si bonne affaire, le député du Nouveau parti démocratique aurait pu profiter de la mirobolante augmentation de traitement que les députés ont reçue pour acheter des actions de Dome. Il aurait dans ce cas subi les mêmes revers financiers que les actionnaires de Dome.

Une voix: Tant pis!

M. Blenkarn: Il trouve que c'est tant pis! C'est l'attitude qu'ils ont envers le Canada. Il dit que c'est tant pis pour le Canada, pour les investissements. Nous, comme les bureaucrates, voulons prendre les choses en main. Nous voulons diriger. Nous pouvons y arriver. Les faits parlent d'eux-mêmes. Les Polonais ne peuvent se procurer de vivres alors que nous ne cessons d'expédier des céréales à la Russie soviétique. Les faits sont là. Ils croient toujours que c'est le grand frère qui a raison. Peut-être que ces petits amis du grand frère vont se réveiller un jour.

Revoyons ce qui s'est passé. Le bill qui permet au gouvernement d'augmenter sa participation de 25 p. 100, sans rien payer au fond, nous a causé de sérieux problèmes dans le domaine international, sur les marchés mondiaux. Six pays de l'OCDE, soit l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, les États-Unis, la Belgique, la France et la Grande-Bretagne, ont pro-